

ASSOCIATION HORLOGERIE COMTOISE

La crise de 1929 dans le canton de Morez
conférence donnée à la mairie de Morez
le 23 janvier 2010

Marie-Paule Renaud

à Maurice Genoudet
et Paul Bailly-Basin

La crise de 29, que l'on a appelée avec le recul du temps, la « Grande Dépression », a duré presque 20 ans, jusqu'à la reprise économique de 1948. La guerre a prolongé les effets de la crise mais, à la veille du conflit, nous n'étions pas tirés d'affaire, puisque l'indice de production industriel était encore inférieur d'un tiers à celui de 1913.

La crise que nous subissons en ce moment depuis l'effondrement des marchés financiers à New York en septembre 2007 a été comparée à juste titre à la crise de 29, qui avait suivi le krach boursier de New York en octobre 1929

L'examen des tenants et aboutissants de ces événements nous amène à relever bien des points communs, même si le volume des affaires concerné était de beaucoup inférieur.

Il est avéré qu'aux États-Unis, en 1929 comme aujourd'hui, l'endettement excessif des ménages, la spéculation immobilière, la spéculation financière et la surproduction automobile ont été les causes principales de la dépression économique.

La faillite de grandes banques d'affaires, puis celle d'établissements bancaires régionaux, le rapatriement des capitaux et la fermeture par les grandes entreprises de leurs filiales européennes s'observe également aux deux époques.

Au début de chacune de ces crises, la France a été épargnée. Tandis que les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne entraient rapidement en récession, l'activité économique en 1930 s'était maintenue en France à son niveau habituel. En 1931, le chômage commence à augmenter mais la situation ne semble pas alarmante. En 1932, les exportations et la consommation diminuent brusquement, les entreprises augmentent les licenciements. La France entre alors dans une récession assez brutale et plus forte que ses voisins.

Un autre point commun, peu souvent évoqué, est que la crise de 29 a été aussi une crise agricole, marquée par l'effondrement des prix à la production. Aux États-Unis, 15 millions d'exploitations ont fait faillite et, en France, la situation a été difficile.

En 1936, le bureau départemental de placement des chômeurs demande au maire des Rousses s'il ne peut pas « installer des chômeurs dans les nombreuses fermes abandonnées de sa commune ». En comparant les recensements de population de Longchaumois en 1926 et 36, on constate l'abandon d'une dizaine de fermes dans quelques uns des 37 hameaux recensés dans la commune.

Pour les paysans de nos montagnes, crise agricole et crise industrielle ont conjugué leurs effets car la plupart d'entre eux complétaient leurs revenus en travaillant à domicile pour les usines de lunetterie, d'horlogerie, de lapidaire ou de mètres linéaires. Or, les travailleurs à domicile ont été les principales victimes de la crise.

1924

Étudions maintenant plus en détail la situation industrielle, année après année, et prenons un peu de recul en commençant à l'année 1924.

L'arrivée au pouvoir du cartel des gauches entraîne une spéculation financière contre le franc, une hausse des prix, un certain marasme économique sensible en 1926. En mars de cette année-là, 22 ouvriers horlogers de chez Odobez se mettent en grève et demandent une augmentation de salaire de 2 F par jour, en raison, disent-ils, de l'augmentation croissante du coût de la vie. M. Paget-Blanc, secrétaire général de l'Union des syndicats ouvriers de Morez a calculé que l'augmentation des prix depuis 1914 a été de 570%. M. Odobez propose une augmentation de 1,20 F par jour avec effet rétroactif à la date du 1^{er} mars. La grève se termine le 31 mars, après négociation menée par le juge de paix de Morez. L'accord porte sur une augmentation de 1,60 F par jour du 1^{er} mars au 30 avril, puis de 2 F à partir de mai¹.

1 Archives départ. du Jura, 10 Mp 333/31.

Le retour de Poincaré aux affaires en juillet 1926 rassure les marchés financiers mais l'activité économique reste médiocre. Au début de l'année 1927, le lunettier Henri Jullien, à Morez et Lons-le-Saunier, réduit la semaine de travail de ses 34 ouvriers de 8 heures².

La ville de Morez ouvre un fonds de chômage partiel en avril 1927. Quelques chômeurs sont employés à des travaux de voirie.

A l'automne, le sous-préfet de Saint-Claude, peu optimiste, rend compte de la situation au préfet du Jura en ces termes :

« Dans la lunetterie, les affaires sont calmes mais avec une petite tendance à la reprise depuis quelques jours ; actuellement, plusieurs maisons ont réduit leurs heures de travail et ne font plus que 40 heures ou même 35, mais il n'y a pas de chômage complet parmi les ouvriers travaillant en atelier, il n'en est pas de même des ouvriers travaillant à domicile, lesquels supportent particulièrement la crise depuis de longs mois, les fabricants réservant le travail pour occuper le personnel d'atelier.

« Dans l'émaillerie, quoiqu'un sérieux ralentissement se soit fait sentir, les industriels ont pu conserver tous leurs ouvriers sans diminution d'heures de travail, reprise probable vers la Toussaint, qui est l'époque de l'année la plus favorable à l'industrie de l'émaillerie.

« Dans la grosse horlogerie, la situation est satisfaisante, pas de chômage en perspective.

Dans le décolletage et la petite horlogerie, pas de chômage complet mais 40 heures de travail par semaine ; la reprise des affaires escomptée pour septembre ne s'est pas produite et on envisage pour octobre une nouvelle réduction des heures de travail.

« En ce qui concerne les mesures linéaires [fabriquées à Longchaumois], si les affaires continuent aussi rares, les industriels qui ont fait jusqu'à ce jour des stocks pour occuper leur personnel ne pourront prolonger cette situation et le personnel qui travaille l'été dans l'agriculture ne pourra être comme d'habitude embauché pour l'hiver.

« Chez les lapidaires [à Morez et Longchaumois], le sous-préfet note : grâce à une diminution des salaires, cette industrie, malgré le calme des transactions, a évité le chômage, mais rien n'annonce une reprise prochaine de l'activité des affaires, on ne prévoit pas le chômage total pour octobre. »³

Dans l'ensemble, le chômage est peu important : 6 personnes seulement sont inscrites au fonds de chômage de Morez, mais le chômage partiel a tendance à augmenter, selon le sous-préfet.

1928

L'année 1928 voit une amélioration de l'activité économique.

Le 2 mai 1928, *Le Patriote morézien* annonce une grève chez les ouvriers émailleurs de Morez. 41 d'entre eux, sur un total de 50, se mettent en grève pour réclamer une hausse de salaire de 15%, à la faveur d'une légère reprise dans les affaires.

La préfecture enregistre 20 hommes, 15 femmes et 6 enfants grévistes.

Les patrons Forestier, Ruppé, Bergoënd, Bourgeois, Martine et Malfroy s'entendent pour refuser les augmentations demandées mais Renaud accepte d'augmenter son personnel, ce qui lui est reproché par les autres.

Le syndicat ouvrier de Morez autorise la reprise du travail pour les ouvriers dont les patrons ont accepté les augmentations, il ne reste bientôt plus que deux émailleurs en grève.

Celle-ci est terminée le 26 mai, elle a duré 24 jours.⁴

La reprise des affaires se confirme dans le courant de l'année. Poincaré propose une dévaluation du franc de 30%, à 65,5 mg d'or, établit une parité fixe de 125 F pour une livre-sterling et de 25 F pour un dollar. C'est la grande loi de stabilisation, adoptée par les Chambres en juin.

M. Monneret, directeur de l'école pratique, présentait dans *Franche-Comté Monts Jura*, revue paraissant à Besançon, un tableau très optimiste de la situation :

"Ce sont les anciens élèves de l'école, qui établis à Morbier, fabriquent des mouvements de pendules que les grosses maisons de Paris se disputent à cause de la qualité de leurs mouvements [il veut parler des Fils de Félicien Romanet]. C'est la même maison qui fait un mouvement à carillon *Westminster*, qui joint aux

2 10 Mp 304/4.

3 AD Jura 10 Mp 304/4

4 10 Mp 331/18

qualités d'harmonie, de précision, de bon goût du mouvement de Paris, les qualités de simplicité, de robustesse du mouvement comtois.

"D'autres maisons de Morez s'inspirent de la même fabrication et toutes se sont complètement transformées. [...] C'est dire que Morez est en ce moment à même de contenter la clientèle la plus difficile ; aussi, alors que tant d'industries végètent en ce moment, une ère de prospérité s'annonce pour l'industrie comtoise."

Dans son numéro du 3 novembre 1928, le *Patriote Morézien*, l'ancêtre de *l'Indépendant du Haut-Jura*, se fait l'écho des réformes financières de Poincaré ainsi que des négociations engagées par son gouvernement pour le remboursement de la dette de guerre qui préoccupait fort les esprits.

La France remboursait aux Américains 4 milliards de francs par an en 62 années, soit jusqu'en 1988. Les réparations de guerre allemandes, fixées après le traité de Versailles à 126 milliards de marks-or (dont 52% pour la France) devaient être versées à raison de 2 milliards par an jusqu'en 1985.

1929

L'année 1929 voit l'activité économique à son meilleur niveau.

Le 2 février, *Le Patriote morézien* titrait : « *Le marché est actif sur toute la ligne. Les banques françaises ont encore amélioré les brillantes positions conquises les semaines précédentes, les grandes valeurs métallurgiques, d'électricité, de produits chimiques et les charbonnages ont fait preuve d'une activité qui s'est traduite par une importante élévation des cours* »

La France a achevé la reconstruction des zones dévastées par la grande guerre. Avec ses colonies, elle compte 100 millions d'habitants, premier producteur mondial de fer, deuxième fabricant mondial d'automobiles, derrière les États-Unis, son aéronautique est florissante. Les lunetiers fabriquent des montures pour automobilistes et pilotes. La France a près de 5 000 tonnes de réserve d'or et ne déplore aucun chômeur.

La Franche-Comté assure les 2/3 de la production française en horlogerie de gros volume (carillons) sur deux centres principaux, au nord, Besançon-Montbéliard-Beaucourt, et au sud, Morez-Morbier qui est spécialisé aussi dans l'horloge comtoise et l'horloge d'édifice. Cette industrie occupe pour la région entière environ 7 000 ouvriers, elle a retrouvé les chiffres de 1913.

La lunetterie de Morez et son canton assure les 9/10 de la production nationale et occupe environ 4 000 ouvriers : 2 500 à Morez, 600 aux Rousses, 350 à Morbier, 110 à Longchaumois, 108 à la Mouille, 88 à Bellefontaine et 27 à Prémanon, selon les chiffres publiés par André Mathieu dans son ouvrage, *Les Petites Industries de la montagne dans le Jura*, 1930.

La *Revue géographique de l'Est* donne les chiffres suivants : une centaine d'usines de lunetterie dans le canton font travailler 4 000 ouvriers (qui ne seront plus que 1 500 en 1960). Trois établissements approchent ou dépassent les 100 ouvriers, le plus important étant Lizon, avec 230 ouvriers répartis entre Morez (pour les montures) et Lons-le-Saunier (pour les verres).⁵

Autre élément encourageant, la ville de Morez commence en 1929 la construction de l'école nationale d'optique et d'horlogerie.

Pour corriger ce tableau que certains trouveront peut-être excessivement optimiste, je reprendrai quelques observations que M. Gabriel Lamy avait formulées dans *L'Histoire de Morez* de Maurice Genoudet : il fait remarquer les

« maisons vétustes privées de confort, très rarement de l'eau dans les appartements qu'on allait chercher à la fontaine de la rue ; chauffage au bois (à partir de la fin de l'été les « cordes » de bois encombraient les trottoirs, que les ouvriers façonnaient le dimanche et montaient sécher au grenier dans de lourdes hottes)... Les affaires étaient difficiles : les fabricants se battaient entre eux pour s'arracher les commandes à des prix réellement de misère... Pour la plupart des fabricants traditionnels, les affaires n'étaient pas brillantes, les ouvriers étaient assez mal payés : ils avaient cependant connu quelques améliorations : semaine de 48 heures en 1919, samedi après-midi libre, une caisse locale d'allocations familiales fonctionnait sous l'égide de la Chambre patronale⁶ ».

5 Chevalier et Biays, « Chronique comtoise, l'industrie en Franche-Comté », *Revue géographique de l'Est*, n°1, 1960.

6 Maurice Genoudet, *Historique de Morez*, Morez, 1979, p.149.

1930

C'est cette faiblesse des salaires qui est responsable de la grande grève des ouvriers lunetiers qui ouvre l'année 1930.

La préfecture enregistre le début du mouvement le 14 janvier, qui concerne 1 100 ouvriers dont 700 en usine et 400 à domicile, une cinquantaine de patrons. Les grévistes demandent une augmentation de salaire de 50 centimes de l'heure, les patrons proposent 25 centimes⁷.

La grève commença, d'après le rapport de préfecture, à la menuiserie Gauthier, et s'étendit à toutes les entreprises de lunetterie. Les ouvriers horlogers et émailleurs refusèrent de se joindre au mouvement.

Michel Bussod et Michel Jean-Prost, dans leur ouvrage, *La Petite Fille des Rivières*, décrivent le contexte politique du mouvement :

« le 24 janvier 1930, les syndicats unifiés décidaient d'une grève des ouvriers lunetiers, ce mouvement revendicatif était programmé pour une durée de 24 heures.

"Au cours de cette journée de grève, et pendant une assemblée où les décisions étaient prises à main levée, la poursuite de la grève était votée. « C'est donc par surprise, et sous la pression de l' "opinion majoritaire" que ce mouvement revendicatif se transforma en l'épreuve de force qui devait suivre.

« Le patronat, de son côté, ne pensait pas à la pérennité du mouvement revendicatif, confronté qu'il était à une concurrence féroce venue de l'Allemagne en particulier, sa marge de manœuvre réduite, ne lui permettait que difficilement de répondre d'une manière positive aux revendications salariales.

« Cette intransigeance patronale faisait bien l'affaire du Parti communiste qui, suivant les ordres de sa direction centrale, tentait d'élargir le conflit par des procédés d' "action directe".

La préfecture note en effet qu'un comité de grève s'est installé à l'hôtel de ville, des piquets de jour empêchent l'accès des ateliers, de la Poste et la circulation des transporteurs.

Il y a des échauffourées entre grévistes et non grévistes. Le sous-préfet de Saint-Claude, voulant en finir, relève le maire, Henri Lissac, de ses pouvoirs de police et envoie deux pelotons à cheval de la garde républicaine mobile le 16 février pour rétablir l'ordre.

Poursuivons la lecture de *La Petite Fille des Rivières* :

« L'amalgame fait entre petits patrons, pour la plupart anciens ouvriers, et ceux héritiers de l'entreprise que leurs ancêtres avaient créée, jeta les premiers dans le militantisme syndical patronal qui, bien que ne s'y sentant pas à l'aise, leur procurait l'appui qu'ils recherchaient face à la vindicte syndicale. Cet excès de revendications, quoique légitime, et surtout la violence avec laquelle il était exprimé, allait produire l'effet inverse de ce qui était le but des syndicats unifiés, c'est-à-dire la fusion et le regroupement des gros industriels avec de petits employeurs⁸. »

Le travail reprend progressivement et la grève était terminée le 18 mars, le sous-préfet dirigeant la négociation.

Elle aura duré 64 jours.

Les augmentations de salaire obtenues s'élevaient en moyenne de 40 centimes par heure pour les hommes, de 30 centimes pour les femmes et les enfants.

les mécaniciens outilleurs passent de 5 F à 5,50 F par heure

les reteneurs de lunettes passent de 3,50 F par jour à 3,90 ou 4 F

les soudeuses de 2,40 à 2,60 F.

La durée du travail est inchangée, soit 8 heures par jour, 6 jours par semaine.

La dureté de cette grève atypique dans les annales moréziennes, qui n'est pas vraiment liée à la crise, qui en précède plutôt les effets, était aussi une conséquence indirecte de l'instabilité politique chronique de la IIIe République, minée par la valse des ministères : sous la présidence Doumergue, se succèdent à ce moment-là, un gouvernement Poincaré en novembre 28, Briand en juillet 29, Tardieu en octobre, Chautemps en février 1930 et Tardieu à nouveau le mois suivant.

7 10 Mp 331/14

8 Michel Bussod, Michel Jean-Prost, *La Petite Fille des Rivières*, Morez, 1996, p.84-85

La situation économique du canton est encore, dans l'ensemble, positive, puisqu'on note la création des sociétés de lunettes Louis Cottet-Pesenti, Les Fils de Dionis Bailly-Maître, Bussod-Romanet ; de la société de lunettes et horloges Lançon et Laroche. On déplore la dissolution, toujours à Morez, de la société d'horloges monumentales Paget et Leclerc et à Longchaumois, de Tournier, mètres linéaires.

Les lunetiers, qui fabriquaient des lunettes pour voitures et motos, suivaient de près la conjoncture relative à l'automobile ; il y avait à l'époque 2 millions de véhicules en circulation dont 440 000 motocyclettes.

« *L'automobile américaine est responsable du chômage français, accuse le Patriote morézien le 5 avril 1930 : « 200 000 personnes travaillent en France dans l'automobile et 250 000 chez les équipementiers ; le débauchage a commencé depuis plusieurs mois ; le marché est saturé à cause de l'importation des voitures Ford et General Motors. »*

Cela ne durera pas car General Motors, frappé par la crise américaine, ferme toutes ses concessions en France en 1930.

Les petits fabricants de voitures sont les plus touchés ; on observe des concentrations chez Wendel, Michelin et Peugeot.

1931

Les nazis remportent les élections au Reichstag au printemps 1931, sur fond de crise économique.

La situation internationale qui s'est dégradée dans les autres pays commence à affecter l'économie française en 1931.

Le président Hoover ajourne pendant un an le règlement de toutes les dettes, l'Allemagne déclarant ne plus pouvoir payer les réparations à la France qui consacrait, de son côté, la moitié de son budget au remboursement de sa dette de guerre.

Le 31 janvier 1931, *Le Patriote morézien* publie les chiffres du syndicat unitaire des métaux : une vingtaine de personnes sont au chômage que le conseil municipal de Morez décide de secourir en ouvrant le fonds de chômage qui avait été créé en 1927 et qui avait peu fonctionné.

L'indemnité est fixée à 6 F par jour pour le chômeur, 3 F par personne à charge, le tout ne pouvant excéder 16 F par jour. Les indemnités sont versées 120 jours par an au maximum.

Le Patriote morézien, en février, résume la situation : la production industrielle a diminué, le commerce extérieur également, il y a 15 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays développés. Le journal prévoit encore une année de dépression.

Le gouvernement ayant versé 25 millions de F au fonds national de chômage, le conseil municipal de Morez augmente le fonds de secours en mars 1931.

Aux États-Unis, un millier d'établissements bancaires font faillite dans le cours de cette année.

À Besançon, faillite de la banque Mairot-Millot et Cie et bientôt, de la banque Camille Prost à Lons.

De nombreux pays dévaluent leur monnaie. Le franc Poincaré, indexé sur l'or, nuit à la compétitivité française et les exportations s'effondrent.

Les importations sont contingentées.

Le juge de paix de Morez enregistre néanmoins la création de plusieurs sociétés : en lunetterie : Victor Bailly-Masson et Cie, Les Fils de Jules Colin, Paul Gindre et Cie, Bonnefoy-Cathenois ; à Morbier création de Luc Paget et Fils, construction mécanique ; à Bois d'Amont, dans la boissellerie, création de la société Joseph Lamy Fils et Frères.

Mais déjà, la liste des entreprises qui disparaissent commence à s'allonger :

dissolution de Prost Tournier et Boudet (lunetterie), de Guillaume Frères, lapidaire à Longchaumois, des Fils d'Emile Tournier, lunetier aux Rousses, enfin, de Peccaud-Lançon et Colin, fabricant de balances à Morez, suivis bientôt par la faillite d'Edmond Colin, au début de 1932, dont plusieurs milliers de montures seront vendues aux enchères au mois de mai⁹.

la situation économique continue en effet de se dégrader en France qui déplore bientôt 50 000 chômeurs secourus et 2 millions, estimés, de chômeurs partiels.

1932

Un fonds de chômage est créé à Morbier en avril 1932, géré, conformément à la réglementation, par une commission composée pour moitié de patrons : Charles Peccaud, Félix Romanet et d'ouvriers : Ulysse Bourbon, et Julien Peccaud, doublé d'un office municipal de placement composé presque à l'identique : les patrons Blondeau, Félix Romanet, Charles Peccaud, Pierre Gaudard et Marc Cretin et les ouvriers : Ulysse Bourbon, Julien Peccaud, Maurice Cretin, et Henri Morel-Seytoux.¹⁰

Les membres des commissions sont désignés pour 3 ans par le maire, et choisis de préférence parmi les syndicats et les conseils de prud'hommes. Il faut avoir travaillé au moins 6 mois continus au moment de la perte d'emploi et habiter la commune depuis au moins 6 mois également.

Bientôt, un autre fonds de chômage est mis en place à Longchaumois en décembre 1932, qui fonctionne en hiver ; il cessera en avril prochain à l'approche des travaux agricoles. La municipalité a voté un crédit de 10 000 F prélevé sur les fonds libres de la commune.¹¹

Ces fonds de secours subventionnés ne bénéficiant qu'aux chômeurs complets, une caisse de chômage partiel est créée en octobre à Morez ; elle offre 7 F par jour au chef de ménage, 4 F par jour au conjoint et personne à charge de plus de 16 ans, 3,5 F par jour par enfant de moins de 16 ans.

En octobre, la rentrée de l'école nationale d'optique se fait dans les nouveaux locaux qui seront inaugurés quelques mois plus tard, avec 95 élèves en optique-lunetterie, 45 en mécanique de précision, 14 en menuiserie et 2 en grosse horlogerie, la section émaillerie est prévue mais ne verra pas le jour; la section horlogerie disparaîtra en 1937, faute d'élève.

Les créations et dissolutions d'entreprises s'équilibrent : disparition de J. Perrad et Cie et de Victor Bailly-Masson, lunetiers à Morez, mais création de la société Joly et Cathenoz, fabricant d'étuis de lunettes, et de Beaudet et Cie, lunetier.¹²

1933

L'année 1933 commence sous de sinistres auspices, c'est, en février, l'incendie du Reichtag ; 30 000 Allemands se réfugient à Paris.

Les États-Unis comptent alors 15 millions de chômeurs, l'Allemagne en a 6 millions, l'Angleterre 3 millions et la France, plus d'un million.

Les exportations de grosse horlogerie, pour la France entière, chutent de moitié. La concurrence de produits allemands moins chers s'accélère, ils sont importés en pièces détachées, au prix de la fourniture et à des tarifs douaniers inférieurs, et remontés en France : 3 500 pièces en 1927, près de 40 000 en 1932, soit dix fois plus.

Les prix des horloges baissent de 30% ainsi que les salaires¹³.

La caisse de chômage de Longchaumois, arrêtée en avril, est rouverte en décembre, le maire demande au préfet d'activer la rentrée des subventions de l'État.¹⁴

On enregistre, en cette année 1932, la création de J. Bourgeat et Fils, lunetier à Morez, et la disparition d'un autre lunetier, J. et A. Baud.¹⁵

1934

10 10 Mp 4148

11 10 Mp 4148

12 AD Jura 4 U 21/215

13 M.Daclin, *La crise des années 30 à Besançon*, Besançon, 1968

14 AD Jura 10 Mp 4148

15 4 U 21/216

Le gouvernement baisse la retraite des anciens combattants. L'année 1934 commence par une grève générale.

De nombreux Polonais qui travaillaient dans les mines sont expulsés (ils étaient 500 000 en 1931)
Le chancelier autrichien Dollfus est assassiné par les nazis

Le 4 février à Morbier, la moitié des ouvriers de Labrosse, fabricant d'horloges d'édifice, a été congédiée, le fonds de chômage est ouvert pour eux le 8 février¹⁶. Les établissements Charles Peccaud reprennent le bâtiment de Labrosse pour y fabriquer des klaxons à compresseurs électriques.

Le préfet informe le ministre de l'Intérieur le 2 octobre de l'augmentation du nombre de chômeurs dans le Jura à cause du chômage à Saint-Claude, il note un fléchissement dans l'industrie de la lunette. Dans son communiqué du 5 novembre au ministre, il précise encore : ¹⁷

« à Morez, les patrons lunetiers ne font pas faire la journée de travail complète à tous les ouvriers ; l'industrie horlogère travaille au ralenti, cependant qu'un peu d'activité se manifeste dans la partie émaillerie.

Les scieries ne travaillent plus que très peu et les travaux des champs vont bientôt cesser ».

À Morbier, le maire, M. Vuailat, a rouvert la caisse de chômage en octobre, à cause de la neige qui rend tout travail extérieur impossible, précise-t-il au préfet. Il demande que les secours soient désormais versés sans durée limitée, la situation continuant à s'aggraver. Sa demande est agréée par le ministre du Travail.¹⁸

A Morez, est fondée l'Union des fabricants de lunettes doublé-or, ainsi que la société de commerce de lunettes Ernest Schneider et Cie.¹⁹

Citroën est placé en redressement judiciaire.
La France compte 500 000 chômeurs secourus.

1935

En avril 1935, le maire de Longchaumois arrête le fonctionnement de la caisse de chômage, les travaux agricoles allant reprendre.

La commission est alors composée de Beaud, négociant et Roybier cultivateur pour le patronat, de Grenier-Boley, ouvrier en mesures linéaires et Hugues-dit-Cile, ouvrier lunetier, pour les ouvriers, Narcisse Vuillet et César Vuillet pour la municipalité.²⁰

La société Gaudard à Morbier cesse la fabrication de pièces d'horlogerie et se reconvertit dans celle de lampes à pétrole

La société de lunettes Schneider et Cie fondée l'année précédente, disparaît, ainsi que Guillaume Frères, lunetier à Morez. La fabrique d'étuis Joly et Cathenoz créée en 1932 disparaît également. On enregistre la création de la société de lunetterie Girod et Malfit et de Collet et Cie.²¹

A partir de juillet 1935, Laval gouverne par décrets-lois et engage une série de diminution des prix (le pain, le gaz, le charbon, les loyers), des salaires (y compris les fonctionnaires) et les retraites. Ce plan réduit le déficit. Le lunetier Charles Bourgeois, à Morbier, agrandit ses locaux. Odo commence la construction d'une nouvelle usine. On note une diminution du nombre de chômeurs secourus à 433 000, une amélioration de l'activité économique se fait sentir mais elle ne durera pas.

1936

En effet, les syndicats stigmatisent les baisses de salaires et des retraites pour lancer des grèves alors que l'Allemagne et la Suisse augmentent la durée de travail et baissent les salaires en concertation avec leurs ouvriers : le gouvernement de front populaire est constitué par Léon Blum après les élections législatives de mai 1936.

16 AD Jura 10 Mp 4148

17 10 Mp 4066

18 10 Mp 4148

19 4 U 21/217

20 10 Mp 4148

21 AD Jura 4 U 21/219

Il y a alors un million de grévistes en France, les accords de Matignon, prenant le contre-pied des mesures déflationnistes antérieures, fixent en juin une augmentation des salaires de 12%, une diminution du temps de travail de 13%, ainsi que l'instauration de congés annuels, mesures qui seront applicables dès octobre.

L'agitation persiste. En août, 14 grévistes à la scierie Scherrer à Morez s'arrêtent de travailler une semaine, demandant une augmentation de 25 centimes l'heure.

En septembre, à Morbier, chez Louis Girod, une grève de 115 personnes est déclenchée par la CGT ; les ouvriers horlogers reprennent progressivement le travail, une petite augmentation de salaire a été accordée à certains menuisiers mais refus de M. Girod pour les autres. Le 1^e octobre, la grève est terminée.

À Bois-d'Amont, dans la boissellerie, du 14 au 21 octobre, 60 grévistes demandent la semaine de 48 h au lieu de 55 h. La grève dure une semaine.²²

La municipalité de Bois-d'Amont emploie des chômeurs à l'élargissement du pont sur l'Orbe et de ses voies d'accès ; à La Mouille, une trentaine de chômeurs sont employés à la réfection des chemins vicinaux et à l'entretien des bâtiments communaux à raison de 2 F à 2,50 F de l'heure.²³

Le franc, attaqué sur les marchés financiers, est dévalué d'un tiers. Le franc Poincaré disparaît, remplacé par le franc Auriol.

1937

Au début de 1937, le nombre de chômeurs secourus à Morez est de 56, 48 hommes et 8 femmes
A Saint-Claude, il est de 849 chômeurs (568 hommes et 281 femmes).²⁴

Les patrons lunetiers ont créé le Syndicat des fabricants et négociants lunetiers du canton de Morez, réunissant 40 entreprises.

La sous-préfecture n'enregistre aucun conflit social au premier semestre 1937.²⁵

L'application brutale des mesures du front populaire imposées aux entreprises, les oblige à augmenter leurs prix de vente pour compenser les hausses de salaire et la réduction du temps de travail :

C'est le cas de Francis Paget, fabricant d'horloges d'édifices à Morez, qui a passé contrat en 1936 avec la mairie de Bourg-de-Sirod pour une horloge qu'il doit installer dans la mairie-école.

Il est obligé de revoir à la hausse le prix convenu et tente, dans un courrier de janvier 1937, de convaincre le maire en ces termes :

« Lorsque nous avons signé notre accord le 5 novembre dernier, nous avons mis comme date de livraison avril 1937 parce que, à ce moment, les affaires repartaient bien et nous avons déjà enregistré de très nombreuses commandes, ce qui fait que nous ne pouvions livrer plus tôt.

De plus, à cause de l'hiver, le campanile en maçonnerie ne pouvait pas se construire.

« Mais nos prix ne tenaient pas compte de la semaine de 40 heures car nous ne savions pas quand elle entrerait en application.

« Or, par décret ministériel promulgué vers le 15 novembre, cette loi est appliquée à la métallurgie depuis décembre dernier. Et par suite des accords syndicaux des patrons et ouvriers de notre région, elle sera appliquée à Morez dans quelques jours.

Ceci se traduit par une augmentation de 20% sur notre main d'œuvre laquelle, ajoutée à une augmentation générale de 15% sur les salaires par suite des accords syndicaux patronaux et ouvriers à partir du 1^{er} courant, cela donne un total de 35%.

« De plus, courant décembre, nous avons reçu de tous nos fournisseurs sans exception, des avis de hausse variant de 25 à 80%.

« D'autre part, à partir du 1^{er} février prochain, la taxe du chiffre d'affaires ne sera plus appliquée qu'à la production et comme fabricants, nous paierons donc 6% au lieu de 2%, soit 4% en plus. »

22 10 Mp 190

23 10 Mp 111/3

24 AD Jura 10 Mp 4066

25 10 Mp 180/1

Francis Paget propose un nouveau prix incluant 15% d'augmentation. Les discussions avec le maire de Bourg-de-Sirod vont traîner en longueur toute l'année, ce qui n'arrangera pas ses affaires.²⁶

1938

L'année 1938 n'enregistre que de mauvais chiffres. On dévalue à nouveau le franc.

La fuite des capitaux est évaluée à 40 milliards de francs Poincaré.

L'indice de production est inférieur à celui de 1913 ; le PNB a diminué de 30% depuis le début de la crise

Le gouvernement de front populaire est renversé, remplacé par le cabinet radical Chautemps

En mars, c'est l'Anschluss sur l'Autriche.

Le gouvernement Daladier autorise l'allongement de la durée du travail et augmente les impôts.

Des grèves sont organisées dans la métallurgie et chez Citroën.

À Bois d'Amont, une grève a commencé en mai dans la boissellerie.

Une partie des employeurs, Marin Cretin, Georges Berthet, Maurice Arbel, Joseph Cretin-Arbez, Mme veuve Lacroix, Joseph Lacroix-Denis, Fernand Roydor, Jules Cretin-Maitenaz, Denis Léopold Lacroix, Fernand Lamy, Marcel Prost, César Arbez, Louis Cretin-Maitenaz et Jules Cretin-Maitenaz s'accordent pour proposer une augmentation de 20 centimes par heure pour les ouvriers de moins de 18 ans et 25 centimes pour les ouvriers de plus de 18 ans, mesures promises en octobre mais à la fin de l'année, la situation n'a pas évolué ; seul Lamy acceptant de satisfaire aux demandes de ses ouvriers, le tribunal de première instance de Saint-Claude impose une augmentation des salaires de 20% : les patrons refusent et ferment leurs usines du 1^{er} février au 17 février 39. Ils se plaignent de la concurrence que leur font les Ardennes, demandent au gouvernement une réduction du prix des transports des chemins de fer, et du transport Nyon-Morez, demandent que les boîtes provenant d'Italie et de Tchécoslovaquie soient contingentées.²⁷

1939

La revue *La France horlogère* commence son éditorial du 1^{er} janvier 1939 en titrant « *Une année de plus dans le néant !* »

53 000 réservistes ont été appelés dans la France entière.

La semaine de 45 heures est rétablie. Le gouvernement lance un emprunt de défense nationale ; les salaires sont bloqués, les grèves interdites. La production militaire augmente.

Avec l'année 1939, nous entrons dans une économie de guerre, nous l'étudierons une prochaine fois avec l'occupation allemande.

En conclusion,

Nous pouvons observer que le canton de Morez a été moins sinistré que d'autres régions, beaucoup moins que Saint-Claude par exemple, grâce à la lunetterie qui a gardé un niveau d'activité lui permettant d'éviter de trop nombreux licenciements.

Toutefois, on remarque que les chiffres du chômage communiqués par la préfecture sont très bas et inférieurs à la réalité, dans des proportions difficiles à préciser, principalement parce que le taux de chômage parmi les travailleurs à domicile n'est pas connu.

Nous ne savons pas non plus si les hausses de salaires négociées au cours des divers conflits évoqués sont appliquées au travailleurs à domicile, essentiellement des femmes et des jeunes, qui étaient payés à la pièce.

Dans les recensements de population, on voit au sein des mêmes familles de cultivateurs, des jeunes se déclarer en 1926 ouvrier lunetier ou lapidaire, et en 1936²⁸, sans profession ou cultivateur. Ils ont donc perdu leur emploi sans se déclarer chômeurs, travaillant à la ferme avec leurs parents, ceci faussant également les statistiques.

26 AD Jura 5 E 461/36

27 10 Mp 180 et 10 Mp 4129

28 AD Jura 6 M 618

Beaucoup d'entre eux choisissent de s'expatrier dans les grandes villes.

Toutes les communes, déjà affectées par la Grande Guerre, perdent, en effet, des habitants entre 1926 et 1936 ; par ordre décroissant :

Les Rousses, 10 lunetiers, 1701 habitants en 26, en perd 270

Morez qui a 5136 habitants en 1926, en perd 244

Bois d'Amont, 8 entreprises de boissellerie et 6 scieries, 1260 habitants en 26, en perd 138

Longchaumois, dont les deux tiers de la population vit dans des hameaux isolés, sur 1136 habitants en 1926, en perd 120

Prémanon, 385 habitants en 29, en perd 50

Morbier, 6 entreprises d'horlogerie et 3 lunetiers, 1060 hab en 29, en perd 40

La Mouille, 2 lunetiers et 3 fabricants de pièces d'horlogerie, 306 habitants en 26, en perd 33.

Seule Bellefontaine, à vocation agricole, maintient ses effectifs.

L'activité lapidaire très active à Longchaumois et dans une moindre mesure, à Morez, disparaît presque complètement :

68 lapidaires travaillaient à Longchaumois en 1926, ils ne sont plus que 12 en 36

à Morez, 30 chefs de famille en 1926, la moitié en 1936.

La fabrication de mètres linéaires, spécialité de Longchaumois, s'est maintenue, au moins jusqu'en 36, ainsi que l'émaillerie à Morez, assurée par 10 entreprises, une cinquantaine d'ouvriers et quelques peintres sur émail indépendants, l'émaillerie a su diversifier ses productions vers les plaques de rue, les plaques publicitaires et les articles funéraires et ne dépend plus exclusivement de l'horlogerie.

Dans la lunette, si les chiffres des annuaires de l'époque sont exacts, on constate la disparition de près de la moitié des lunetiers indépendants : d'une centaine à 60, conséquence du regroupement de sociétés et de la disparition de petits ateliers familiaux.

L'horlogerie est le secteur traditionnel qui a le plus souffert.

L'horlogerie monumentale, fondée par les Mayet à Morbier en 1660, disparaît complètement au village.

A Morez, Odobey Cadet, qui a repris une partie des actifs de Labrosse à Morbier, et Francis Paget, successeur de Prost frères, continuent cette activité particulière, peu mécanisée, faisant appel à des ouvriers qualifiés formés sur le tas.

A la fin du XIX^e siècle, d'importantes améliorations techniques avaient permis de renouveler bien des horloges de clocher qui dataient d'un siècle et d'équiper les nouveaux édifices, mairies et écoles, que l'on construisait alors.

Pour trouver de nouveaux débouchés, les fabricants de Morez et Morbier avaient mis au point dans les années 30 des appareils électriques de remontage automatique des pendules qui intéressaient les mairies, l'électrification des communes étant achevée en 1930.

Morbier avait lancé un appel d'offre en 1932 auquel avait répondu Labrosse à Morbier et Francis Paget à Morez. Mais les difficultés de l'heure ajournent ce projet aux années 60, date à laquelle Paget procédera à l'électrification de l'horloge de la Mouille, La Rixouse, Morez et de nombreuses autres églises. La crise de 29 a empêché les horlogers de rentabiliser ces innovations techniques.

La fabrication des carillons et pendules est concentrée dans trois grandes entreprises, Fils de Félicien Romanet et Louis Girod à Morbier, à Morez, Odobez, dont la célèbre marque Odo a été créée en 1931.

La fabrication des horloges comtoises s'arrête à la veille de la guerre pour ne reprendre que dans les années 70.

Le recensement de 1936, le dernier jusqu'aux années 50, a ceci de particulier qu'il ne décompte aucun chômeur ! Les habitants ont déclaré leur métier de référence et non leur situation sociale du moment, autre raison de croire que les chiffres officiels du chômage ont été très inférieurs à la réalité.

Les années 1938 et 1939 sont peu renseignées en statistiques économiques : la proximité de la guerre, la disparition d'archives pendant la débâcle (les archives du juge de paix de Morez manquent de 1938 à 1942), l'hésitation des patrons à fournir des chiffres sur leurs activités, invoquant la concurrence et le secret des affaires, nous privent d'éléments précieux.

Il faut donc reprendre l'analyse de la fin des années 30 avec l'étude de l'occupation allemande, ce que nous vous proposerons une prochaine fois.

Marie-Paule Renaud

Annexe I :

Recensement de 1936 (AD Jura 6M 618)

Commune de Longchaumois, hameaux :

230 maisons en 1926, 220 en 1936

La Doye

1926, 9 maisons, 65 hab, 8 cultivateurs

1936, 8 42 2

Le Béchet

1926, 2 maisons, 10 hab, 2 cultiv.

1936, 5 26 5

Monts de Bienne

1926, 7 maisons, 27 hab, 10 cultiv.

1936, 5 21 13

Bataillard

1926, 20 maisons, 78 hab, 46 cultiv.

1936, 15 52 26

Le Pouillet

1926, 1 maison, 7 hab, 4 cultiv.

1936, néant

La Gire

1926, 1 maison, 4 hab, 4 cultiv.

1936, 1 2 2

La Ruchette

1926, 3 maisons, 14 hab, 4 cultiv.

1936, 2 6 5

Sur le Bugeon

1926, 1 maison, 2 hab, 1 lunetier

1936, néant

Les Adrets de Repenty

1926, 3 maisons, 18 hab, 9 cultiv.

1936, 4 17 4

Repenty

1926, 13 maisons, 58 hab, 31 cultiv.

1936, 13 52 28

Bombourg

1926, 1 maison, 3 hab,

1936, 1 9 3 cultiv.

Communailles

1926, 3 maisons, 10 hab, 4 cultiv.

1936, 2 7 2

Movet

1926, 4 maisons, 14 hab, 6 cultiv.

1936, 5 16 11

Les Séchets

1926, 5 maisons, 25 hab, 17 cultiv.

1936, 5 27 15

Moulins Piquand

1926, 9 maisons, 40 hab, 12 cultiv.

1936, 9 42 17

La Saugeat

1926, 2 maisons, 8 hab, 4 cultiv.

1936, 1 2 2

Les Charrières

1926, 6 maisons, 28 hab, 19 cultiv.

1936, 6 16 11

Ripaille

1926, 3 maisons, 14 hab, 10 cultiv.

1936, 3 11 9

Rosset

1926, 5 maisons, 20 hab, 13 cultiv.

1936, 5 18 15

Beauregard

1926, 3 maisons, 8 hab, 7 cultiv.

1936, 4 12 4
 La Tronche
 1926, 7 maisons, 31 hab, 17 cultiv.
 1936, 7 30 22
 Sous le Gyps
 1926, 1 maison, 2 hab, 2 cultiv.
 1936, inchangé
 Massalon
 1926, 3 maisons, 10 hab, 3 cultiv.
 1936, 2 4 3
 Tavaillonnettes
 1926, 3 maisons, 11 hab, 6 cultiv.
 1936, 2 7 5
 Les Raisses
 1926, 7 maisons, 17 hab, 5 cultiv.
 1936, 6 18 13
 Servagnat
 1926, 3 maisons, 11 hab, 3 cultiv.
 1936, 2 5 2
 La Pelaisse
 1926, 3 maisons, 10 hab, 2 cultiv.
 1936, 1 6 4
 Pissard
 1926, 3 maisons, 9 hab, 5 cultiv.
 1936, 4 15 7
 Sous le Dain
 1926, 2 maisons, 11 hab, 9 cultiv.
 1936, 1 8 3
 Les Combes
 1926, 6 maisons, 31 hab, 3 cultiv.
 1936, 6 27 8
 Orcières
 1926, 21 maisons, 83 hab, 24 cultiv.
 1936, 18 58 32
 Sur le Villard
 1926, 2 maisons, 11 hab, 6 cultiv.
 1936, 2 9 6
 Très la Gire
 1926, 2 maisons, 11 hab, 5 cultiv.
 1936, 2 9 7
 Très le Crêt
 1926, 3 maisons, 17 hab, 4 cultiv.
 1936, 3 10 4
 La Roche
 1926, 6 maisons, 50 hab, 4 cultiv.
 1936, 7 32 9
 Ferrachat
 1926, 9 maisons, 50 hab, 4 cultiv.
 1936, 8 30 4
 Village
 1926, 49 maisons, 306 hab, 18 cultiv.
 1936, 51 264 7

emplois industriels à Longchaumoisi :
 lapidaires : 1926 : 68 ; 1936 : 12
 lunetiers : 1926 : 61 ; 1936 : 37
 mètres linéaires : 1926 : 23 ; 1936 : 22

Des emplois industriels ayant disparu, une partie de la population se recentre sur l'activité agricole : il y a 338 cultivateurs en 1926, soit 30% de la population totale (1 136 hab.), il y en a 313 en 1936, soit 34% de la population (933 hab.), les autres ayant probablement quitté le village.

Annexe II

Morez-Morbier, 1936

Liste des horlogers et émailleurs, *Indicateur Fournier* (sous réserve d'oublis)

Morbier :

horlogers : Girod Auguste et Fils ; Cretin Jules Sylvain ; Romanet Fils ; Bousset Jean (fournitures)
estampeurs Paget et Fils ; Gaudard

Morez :

horlogers : Camelin ; Crétin ; Guyon ; . Lamy ; Laroche ; Laroche-et-Lançon ; Mayet ; Odobez A. ;
Odobez-Moret ès Jean Barbaud ; Paget ; Paget-Durafourg ; Pianet ; Prost-Dame ; Romanet G. ; Tournier
fabricants de pièces d'horlogerie : Bregand ; Canapale ; Griffond ; Nicole ; Ponard ; Prost-Tournier ;
Regad ; Veuve Gondret

émailleurs 1926: Benoît-Jeanin ; Bergoend ; Bourgeois Ch. ; Bourgeat ; Colin Ch. ; Forestier P.A. ; Girod
M. ; Malfroy G. ; Martine A. ; Renaud A.; Rupé Ch.

peintres sur émail :

Bailly-Maître P. 70 rue de la Rép. ; Bailly-Maître P. 152 rue de la Rép. ; Buffard L. rue de la Concorde ;
Combette Ch. 213 rue de la Rép. ; Durlat E. 6 rue de la Tannerie ; Martinet A. 101 rue de la Rép.